

ANNEXE 2 :

Convention type de partenariat pour les actions communes nécessitant des prestations extérieures

NOM DE L'ACTION

CONVENTION DE PARTENARIAT INTERCOLLECTIVITES

(Choisir les partenaires)

Entre

La **Communauté d'Agglomération Sophia-Antipolis**, ci-après désignée « la CASA », dont le siège social est situé Mairie d'Antibes, Cours Masséna, 06 600 Antibes-Juan-Les-Pins ; représentée par son Président, Monsieur Jean LEONETTI, qui a donné délégation à pour agir en son nom et pour le compte de la Communauté d'Agglomération par délibération du bureau communautaire en date du

ET

La **Communauté d'Agglomération Pays de Grasse**, ci-après désignée CAPG, dont le siège social est situé 57 avenue Pierre Sémar, BP 91015, 06131 GRASSE cedex ; représentée par son Président, Monsieur qui a donné délégation à pour agir en son nom et pour le compte de la Communauté d'Agglomération par délibération bureau communautaire en date du

ET

La **Communauté d'Agglomération Pays de Lérins**, ci-après désignée CAPL, dont le siège social est situé CS 50 044 - 06414 CANNES CEDEX, représentée par son Président, Monsieur Bernard BROCHANT qui a donné délégation à agissant au nom et pour le compte de la Communauté d'Agglomération par délibération du bureau en date du

ET

La **Commune d'Antibes-Juan-Les-Pins**, sise Cours Masséna à Antibes, représentée par son Maire, M. Jean LEONETTI, Député des Alpes Maritimes., ou à défaut, par son représentant, agissant en exécution de la délibération du Conseil Municipal en date du ;

ET

La **Commune de Cannes**, dont le siège social est situé Hôtel de ville, place Bernard Cornut Gentille, CS 30140, 06406 CANNES cedex ; représentée par son Maire, Monsieur David LISNARD, qui a donné délégation à agissant au nom et pour le compte de la Commune par délibération du Conseil Municipal en date du

ET

La **Commune de Grasse**, dont le siège social est situé en Mairie de Grasse, BP 12069, 06131 GRASSE cedex ; représentée par son Maire, Monsieur Jérôme VIAUD, qui a donné délégation à agissant au nom et pour le compte de la Commune par délibération du Conseil Municipal en date

Ces partenaires sont désignés par les termes suivants : « collectivité » ou « partie » ou « signataire » ou « partenaires ».

IL EST TOUT D'ABORD EXPOSE CE QUI SUIT :

L'action «Nom de l'action..... » fait partie du Plan Climat Energie Territorial Ouest 06, faisant l'objet d'une convention cadre de partenariat entre les Communautés d'Agglomération Sophia-Antipolis (CASA), Pays de Grasse (CAPG), Pays de Lérins (CAPL), et les Communes d'Antibes Juan-Les Pins, Cannes et Grasse.

La présente convention s'inscrit dans les lignes directrices de la convention cadre « Mise en œuvre du PCET Ouest 06 » adoptée par délibérations :

- N° du conseil communautaire de la CASA en date du
- N° du conseil communautaire de la CAPG en date du
- N° du conseil communautaire de la CAPL en date du
- N° du conseil municipal d'Antibes-Juan-Les pins en date du
- N° du conseil municipal de Cannes en date du
- N° du conseil municipal de Grasse en date du

Préciser si les partenaires ont été retenus dans le cadre d'un appel à projet, les financeurs potentiels.

IL EST ENSUITE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente Convention a pour objet de préciser les modalités du partenariat entre les **X** collectivités signataires, afin de
Elle porte sur :

- Le portage de l'action et son pilotage
- Le partage des coûts
- La gestion des subventions

L'ANNEXE X présente la description technique de l'action.

Par ailleurs, dans le cadre de la mise en œuvre de cette action, un groupement de commandes sera institué dont les modalités seront fixées dans une convention spécifique.

ARTICLE 2 : PORTAGE DE L'ACTION

Article 2.1 Maîtrise d'ouvrage

La « **NOM de la collectivité** » est maître d'ouvrage de l'action, la « **Noms des autres collectivités** » sont partenaires.

Article 2.2 Responsabilités du maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage, représenté **par M.....**, élu(e) en charge de est le coordonnateur politique de l'action.

« Nom de la collectivité » assure :

- La mise en œuvre des procédures relatives aux marchés publics,
- Le suivi financier et l'édition des titres de recette,
- L'avance des frais pour le compte de ses partenaires (le cas échéant)
- La gestion des subventions (le cas échéant).

Il participe activement aux phases d'élaboration, de mise en œuvre et d'évaluation.

Article 2.3 Responsabilités des partenaires

Les partenaires sont responsables du paiement de leur part de financement. Ils participent activement aux phases d'élaboration, de mise en œuvre et d'évaluation de l'action.

ARTICLE 3 : GOUVERNANCE ET FONCTIONNEMENT

Les phases d'élaboration, de mise en œuvre et d'évaluation de l'action sont conduites par le chargé de mission mutualisé, l'équipe de projet et le comité décisionnel, désignés conformément aux termes de la convention de partenariat inter-collectivités - mise en œuvre du PCET ouest 06 en date du.....

Article 3.1 : Le chargé de mission mutualisé

Le chargé de mission mutualisé conduit le projet. Il a en charge le suivi administratif, technique et financier de l'action, en lien avec le comité décisionnel et l'équipe de projet et les services du maître d'ouvrage.

Désignation d'une autre personne en tant que chef de projet ou en binôme avec le chargé de mission mutualisé.

Article 3.2 : L'équipe de projet

Article 3.2.1 : Composition de l'équipe de projet

L'équipe de projet, composée de chargés de missions spécialisés, responsables énergie ou développement durable de chaque collectivité signataire.

Elle s'adjoit les personnes compétentes des collectivités sur la thématique.

NOMS des PERSONNES :

L'équipe de projet se réunit en tant que de besoin, tout au long de la démarche.

Article 3.2.2 : Rôle de l'équipe de projet

L'équipe de projet met tout en œuvre pour assurer la bonne réalisation de l'action.

Son rôle est de participer à la conception et au suivi de l'action (échanges d'expériences, rédaction de tous les documents administratifs et/ou techniques).

Elle doit faciliter les contacts avec les acteurs et partenaires des territoires.

Article 3.3 : Le comité décisionnel

A Choisir

Le comité décisionnel du PCET Ouest 06 suit l'action. Seuls les élus, dont la collectivité est partenaire de l'action, participent au vote.

Ou

Un comité décisionnel spécifique à l'action est mis en place.

(dans ce cas décrire sa composition et son fonctionnement)

Article 3.3.1 : Composition du comité décisionnel

Il est composé de l'équipe de projet, des responsables (chefs de services, directeurs) impliqués, des élus en charge de la thématique et des élus référents PCET.

Il pourra s'ouvrir aux financeurs potentiels.

Noms des élus, délégation :

Article 3.3.2 : Fonctionnement du comité décisionnel

Les élus disposent d'une voix délibérative par collectivité.

Le quorum est atteint lorsque les partenaires sont représentés.

Les élus ont la possibilité de se faire représenter, en donnant un pouvoir à un élu membre du comité décisionnel ou à un agent qu'il aura désigné. Ce pouvoir est matérialisé par un courrier ou mail.

Les décisions sont prises à la majorité.

En cas d'égalité des voix, le projet devra être reformulé et sera soumis au vote une nouvelle fois.

Le comité décisionnel se réunira en tant que de besoin, tout au long de la démarche.

Article 3.3.3 : Rôle du comité décisionnel

Le comité décisionnel prend toutes les décisions relatives aux orientations, objectifs, phasage, budget, et mise en œuvre des actions.

Il assure l'évaluation de l'action.

Les élus s'assurent de la programmation budgétaire de l'action au sein de sa collectivité.

ARTICLE 4 : DISPOSITIONS FINANCIERES

Article 4.1 : Détermination des coûts prévisionnels

La mise en œuvre de « Nom de l'Action » requiert :

- Une étude (description de l'objet), coût prévisionnel en € HT et TTC
- Une AMO (mission succincte), coût prévisionnel en € HT et TTC
- Autres prestations en € HT et TTC

Le montant total des coûts prévisionnels s'élève à€ HT et€ TTC.

Article 4.2 : Subventions prévisionnelles

Reporter les termes de la convention d'attribution des subventions : % aides en fonction des dépenses, assiette éligible, plafond d'aide. Montant prévisionnel attendu en € HT ou en € TTC

Article 4.3 : Clé de répartition en fonction de la nature des coûts

Choisir la clé de répartition la plus appropriée :

Soit en fonction du nombre d'unités commandées, soit en fonction de la superficie (en Km²), soit en fonction des effectifs (en ETP) de la collectivité, soit en fonction du nombre d'habitants, soit en combinant plusieurs de ces critères.

Chaque partenaire a la possibilité de payer 100% d'une prestation qui ne concerne que son territoire, et ne bénéficie qu'à lui-même.

Éléments pour le calcul de la pondération en fonction du nombre d'habitants :

- Base : la population légale totale issue de l'INSEE (colonne A)
- Répartition du nombre d'habitant par signataire : Le nombre d'habitants des villes centre est affecté pour moitié aux villes centre et pour moitié aux CA auxquelles elles appartiennent.
- La part de chaque partenaire engagé dans une action, est calculée à partir de la répartition du nombre d'habitant (colonne B)

	A	B	
Collectivités	BASE : Population légale INSEE en habitants, 2014	Répartition du nombre d'habitants:	Clé de répartition (B / total B) %
CAPG	103590	77178	
GRASSE	52 824	26412	
CASA	180329	142154	
ANTIBES	76 349	38175	
CAPL	159614	122778	
CANNES	73 671	36836	
Population TOTALE		443533	

Le détail des coûts prévisionnels par signataires est présenté en ANNEXE X.

Article 4.4 : Gestion des subventions

Le maître d'ouvrage est chargé de solliciter les subventions, de présenter les pièces justificatives aux financeurs. Il perçoit les subventions pour le compte de l'ensemble des partenaires.

Il les affecte aux partenaires suivant la même clé de répartition que celle utilisée pour le partage des coûts subventionnés, à savoir :

La part de subvention de chaque partenaire sera déduite du montant du titre de recette.

Ou

La part de subvention de chaque partenaire sera rétrocédée à la fin de l'opération.

Le budget global prévisionnel, détaillant la part de chaque partenaire est présenté en ANNEXE X.

Article 4.5 : Modalités de paiement

Dans le cas où la collectivité porteuse avance les frais pour le compte de ses partenaires :

La collectivité porteuse, en tant que coordonnateur, paye la totalité des prestations. Un titre de recettes semestriel sera adressé à chaque signataire, en avril et octobre de chaque année, prescrivant les frais qu'elle a engagés pour le compte de l'ensemble des partenaires.

Ou

Elle pourra émettre un titre de recette trimestriel qui sera adressé à chaque signataire (fin janvier, fin avril, fin juillet, fin octobre).

Dans le cas où la collectivité porteuse n'avance pas les frais pour le compte de ses partenaires :

Le maître d'ouvrage assure les démarches administratives requises pour que l'ensemble des partenaires de l'action paient la part des prestations commandées qui leur incombe.

Le maître d'ouvrage informera les partenaires de l'action, dès l'attribution de chaque marché, de leur montant et de leur contribution respective par année.

Elle communiquera à chaque partie un état récapitulatif des dépenses engendrées et des subventions le cas échéant.

ARTICLE 5 : ENGAGEMENT DES SIGNATAIRES

Chaque partie à la présente Convention s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la bonne réalisation de « **Nom de l'action** ».

Les signataires doivent fournir tous les moyens nécessaires à l'équipe de projet et aux élus référents pour mener à bien leur mission ; doivent mobiliser l'ensemble de leurs services pour une meilleure collaboration ; doivent participer activement aux instances de pilotage, programmer les dépenses au budget, et assurer leur part de financement.

ARTICLE 6 : CONFIDENTIALITE

Chaque partie s'engage à garder confidentielles les informations appartenant à chacune des autres parties, dont elle aurait eu connaissance à l'occasion de la réalisation de l'opération.

Toute publication par un ou plusieurs partenaires d'informations concernant les autres partenaires nécessitera l'accord écrit du comité décisionnel.

ARTICLE 7 : PROPRIETE DES ETUDES

A la réception des études, chaque signataire jouira de la pleine propriété de l'ensemble des études et réalisations propres à son territoire.

ARTICLE 8 : AVENANTS A LA PRESENTE CONVENTION

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente Convention, définie d'un commun accord entre tous les signataires, fera l'objet d'un avenant.

ARTICLE 9 : DUREE DE LA CONVENTION – DATE D'EFFET

La présente Convention est conclue pour une durée de **X (X)** ans, en vue de la mise en œuvre **« Nom de l'action »**. Elle prendra effet à la date de signature et une fois revêtue de son caractère exécutoire, et pourra être reconduite expressément une fois, à l'échéance.

ARTICLE 10 : RESILIATION

La fin de la présente convention peut intervenir au terme normal de celle-ci ou de manière anticipée.

La présente Convention peut être résiliée à l'unanimité des membres du comité décisionnel.

Un membre peut se retirer du groupement. Le retrait est décidé par une délibération de l'assemblée délibérante de la collectivité souhaitant ce retrait. Cette délibération est notifiée à tous les autres membres.

En cas de retrait, la collectivité sortante s'engage à s'acquitter de la totalité de la part de financement qui lui incombe dans le cadre de la présente convention.

En cas de changement des statuts et du périmètre géographique d'un signataire, il s'engage à poursuivre le projet tel que prévu dans la Convention.

En cas de résiliation de la convention, pour quelque motif que ce soit, l'ensemble des signataires s'engage à acquitter tous les frais relatifs aux prestations engagées dans le cadre de la présente convention **et à respecter les engagements pris auprès des financeurs.**

ARTICLE 11 : LITIGES

En cas de litige sur l'interprétation ou l'application de la présente Convention, les parties s'engagent à le formaliser par un écrit adressé par LRAR à chaque partenaire.

Les parties s'engagent à rechercher toute voie amiable de règlement avant de soumettre le différend à une instance juridictionnelle, notamment en organisant une conciliation en présence d'un expert, désigné d'un commun accord entre les partenaires. Les frais d'expertise sont partagés selon les clés de répartition prévues (CF article 4-3).

En cas d'échec des voies amiables de résolution, et à défaut de conciliation dans le délai de deux (2) mois suivant la formalisation par écrit du litige, sauf prorogation de ce délai admise à l'unanimité par les parties, ces dernières pourront soumettre leur litige à la compétence du Tribunal Administratif de Nice.

ARTICLE 12 : ANNEXES

Les annexes à la présente Convention sont :

- Description technique de l'action
- Budget global prévisionnel, détaillant la part de chaque partenaire

La présente Convention comporte **X** pages, les annexes en font partie intégrante.

Fait à _____, le _____

En **X** exemplaires originaux

**Monsieur le Président de la Communauté
d'Agglomération
Sophia Antipolis,
Jean LEONETTI**

**Monsieur le Président de la Communauté
d'Agglomération
Pays de Grasse**

**Monsieur le Président de la Communauté
d'Agglomération
Pays de Lérins
Bernard BROCHAND**

**Monsieur le Maire de la Commune
de Cannes,
David LISNARD**

**Monsieur le Maire de la Commune
de Grasse,
Jérôme VIAUD**

**Monsieur le Maire de la Commune d'Antibes
Juan-Les-Pins,
Jean LEONETTI**